

sans qu'il paraisse que ce soit une subvention au profit d'une province en particulier—de ces faveurs dispendieuses au bénéfice de certains passages d'eau entre deux provinces, des lignes de bateaux à vapeur, des lignes de télégraphe, de l'agriculture, de l'immigration, de la quarantaine, des pêcheries et le reste. Il se produira des réclamations de toutes les espèces dans ces différentes catégories ; sans compter qu'il y aura toujours la liste interminable des améliorations intérieures de toute nature, pour le bénéfice d'une ou de plusieurs provinces. Pour des travaux locaux qu'on réussira à représenter comme étant d'un intérêt général, l'on pourra toujours exercer une grande pression sur le gouvernement général, et lorsqu'une province aura fini par avoir une pareille subvention, toutes les autres devront être traitées sur le même pied. Le système des compensations devra régner sur toute la ligne, et l'intelligence humaine ne saurait jamais calculer à quel degré d'extravagance nous serons bientôt arrivés. (Écoutez !) Nous en avons eu la preuve dans le Haut et le Bas-Canada. Nous savons fort bien que quand une section de la province a reçu quelque subvention, l'on n'a pu éviter d'en faire autant pour l'autre. Si l'une de ces sections tenait à se faire voter certaines sommes d'argent, il fallait bien que le ministre des finances exerçât toute son ingénuité pour découvrir un moyen de donner un équivalent à l'autre. En un mot, à moins que je ne me trompe grossièrement, il me semble que ces gouvernements opéreront précisément comme des sangsues, et qu'ils ne cesseront de crier à tour de rôle : Encore ! encore ! encore ! Mais, M. l'ORATEUR, il est inutile de s'attacher davantage à des considérations de cette nature portant sur un avenir plus ou moins imaginaire. Ces résolutions nous menacent de quelque chose qui ne doit pas se faire attendre, je veux parler de ce que nous devons dépenser pour notre armement, le chemin de fer intercolonial, l'ouverture des communications avec le Nord-Ouest et l'élargissement de nos canaux. Personne ne peut douter que l'on ne se propose de commencer de suite tous ces travaux. On ne sait encore ce qu'il nous en coûtera, et on n'aurait pu nous le dire sans compromettre le projet. Non pas que je prétende que quelques uns de ces travaux ne soient nécessaires ; au contraire, en ce qui regarde l'organisation de nos défenses militaires, je suis prêt à dire que toute province anglaise

est obligée de contribuer pour sa part à se mettre sur un bon pied de défense. (Écoutez ! écoutez !) Je n'ai jamais voté ou dit quoique ce soit dans le sens contraire ; cette question m'a toujours trouvé prêt à l'appuyer de mon vote et de ma voix. (Écoutez ! écoutez !) Mais je ne saurais, en face de la dépense considérable, je dirai plus, en face de l'énorme dépense dont on nous fait entrevoir ici la perspective, je ne saurais envisager la question sans une émotion de frayer. Je comprends que nous épuisions jusqu'à notre dernier sou disponible pour faire honneur au maintien efficace de notre milice et à notre organisation militaire, mais lorsque j'entends des ingénieurs impériaux, combiner avec leurs idées anglaises de dépenses, tout un système de travaux et de fortifications militaires, je ne puis m'empêcher de faire remarquer qu'il nous faudra aborder cette question avec prudence et économie. (Écoutez ! écoutez !) Pour ce qui regarde le chemin de fer intercolonial, les résolutions sont on ne peut plus obscures :—“ Le gouvernement général, y est-il dit, devra faire compléter, sans délai, le chemin de fer intercolonial, de la Rivière-du-Loup à Truro, dans la Nouvelle-Ecosse, en le faisant passer par le Nouveau-Brunswick, ”—et cela sans s'occuper nullement des frais. On en peut conclure que cet arrangement assez indéfini oblige le gouvernement général de faire compléter sur le champ cette grande entreprise. Je n'ai pas une idée bien exagérée des avantages militaires ou commerciaux que nous donnera ce chemin de fer que l'on a proné outre mesure à ces deux points de vue, car je crois qu'à moins d'être gardé par des corps de troupes nombreuses, il ne nous sera, comme ouvrage militaire, d'aucune valeur. (Écoutez !) Pour ma part, et je l'ai souvent répété, je désire rien tant que de voir se construire ce chemin de fer, mais je préférerais qu'on s'en passât encore quelque temps et qu'on s'occupât d'améliorer les autres moyens de communication que nous avons sous la main, plutôt que de s'engager à le faire et dans des conditions hors de proportion avec nos ressources. De ce que je désire l'entreprise, je ne saurais néanmoins la désirer dans les termes de ces résolutions qui déclarent que nous allons la faire, coûte que coûte. J'ai même quelques doutes sur la sagesse d'une telle conduite. (Écoutez ! écoutez !) Envisagé au point de vue politique, ce chemin de fer est un ouvrage autant impérial que provincial, et